

113-2026-U

## COMMUNE DE PLOUGASNOU



dossier n° DP 029 188 26 00042

date de dépôt : 20 mars 2026

demandeur : EARL LE VOT

pour : Arasement et suppression de talus

adresse terrain : Kermebel 29630 PLOUGASNOU

### ARRÊTÉ

#### de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable au nom de la commune de PLOUGASNOU

#### Le Maire de PLOUGASNOU,

Vu la déclaration préalable présentée le 20 mars 2026 par EARL LE VOT demeurant 9 impasse Feunteun Ar Rozen 29630 PLOUGASNOU ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour l'arasement et la suppression de talus ;
- sur des terrains situés au lieu dit Kermebel 29630 PLOUGASNOU ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat (PLUi-H), approuvé le 10 février 2020, révisé le 12 février 2024, modifié le 9 février 2026, et notamment les dispositions afférentes aux zones A et N ;

Vu l'avis de dépôt affiché en mairie le 23 mars 2026, ;

Vu les pièces complémentaires en date du 26 juin 2026 ;

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions du Service Biodiversité, Agricole et Bocage – An Dour – Morlaix Communauté en date du 21 janvier 2026

### ARRÊTE

#### Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2 ;

#### Article 2

Conformément à l'avis dont copie ci-joint, le bénéficiaire devra respecter les prescriptions émises par le Service Biodiversité, Agricole et Bocage – An Dour :

La haie S1 est située à moins de 2 km d'une zone de chasse de chauves-souris et à 5 km d'une colonie de reproduction (colonie de grands rhinolophes de Barnévez, barbastelle et sérotine). Son arasement peut avoir un impact sur la biodiversité. Les haies qu'il est prévu de planter en compensation amélioreront le fonctionnement écologique du site mais elles ne compenseront pas la fonctionnalité écologique de la haie existante avant plusieurs années.

Il est demandé de compenser l'arasement des 102ml de haies à minima à hauteur de 164 mètres linéaires de haie.

26 JUIN 2026

Le  
Le Maire,

Par délégation du Maire,  
Le conseiller municipal délégué à l'urbanisme  
et l'environnement  
Erwan COMTE



*La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-1 du code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Le délai pour former un recours gracieux à l'encontre d'une décision relative à une autorisation d'urbanisme est d'un mois. L'exercice d'un recours gracieux ne proroge pas les délais de recours contentieux.

**Durée de validité de la déclaration préalable :** Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.